



**FACE AU DÉNI DE
DÉMOCRATIE**

IMPOSONS

LES MESURES

D'URGENCE

**SOCIALE, DÉMOCRATIQUE
ET ÉCOLOGIQUE**

ZOOM

Politique. Quel avenir pour le NFP?

Page 2

INTERNATIONAL

Venezuela. La fuite en avant du régime de Maduro

Page 4

ARGUMENTS

L'Ukraine sous occupation russe

Page 5

CHAMP LIBRE

Kanaky : entretien avec Mina Kherfi (USTKE) et Daniel Wea (MKF)

Page 8

Édito

En Allemagne aussi, la colère nourrit l'extrême droite

Par **FABIENNE DOLET**

C'est la faillite d'un système qui s'exprime désormais non plus seulement aux marges de l'empire mais au centre de l'Union européenne. Après la France au début de l'été, c'est au tour de l'Allemagne de donner des scores historiques à l'extrême droite. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'extrême droite arrive en tête d'un Land, la Thuringe. L'AfD (Alternative pour l'Allemagne) atteint près de 33% des voix, soit 9,5% de plus qu'en 2019. Son score est proche de celui des élections européennes. Dans la région voisine de Saxe, il dépasse également 30% et manque de peu la première place, conservée de justesse par les chrétiens-démocrates (CDU). Les partis de la coalition gouvernementale dirigée par Olaf Scholz, le SPD, les Verts et les libéraux du FDP, sont sanctionnés dans ces deux régions et cumulent à peine plus de 10% en Thuringe.

Là-bas comme ici, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Dans ces deux Land de l'ancienne-RDA, l'extrême droite est très radicale et se construit sur la colère suscitée par la stagnation économique et des politiques de coupes budgétaires, en dépit d'un discours social et écologique ambitieux de la coalition. Et ce n'est pas la percée électorale en troisième position de l'Alliance Sahra Wagenknecht qui va nous rassurer. Issue de la gauche, son projet n'a rien d'émancipateur.

Là-bas comme ici, stagnation des salaires et précarité croissent. Plutôt que de répartir les richesses entre travail et capital, les politiques mises en place mettent en concurrence les travailleurEs. Là-bas comme ici, le racisme alimente le ressentiment et profite à l'extrême droite.

Il est temps de s'unir pour que d'autres choix politiques soient faits en faveur du commun, des services publics de santé et d'éducation, des travailleurEs et de la jeunesse en luttant contre le racisme sous toutes ses formes. Là-bas comme ici, à l'échelle de nos pays respectifs, mais aussi de l'Union européenne pour qu'enfin cesse la dérégulation capitaliste qui n'enrichit que les riches et sème la zizanie fasciste dans notre camp social.

Bien dit

Parmi les 100 000 Palestiniens blessés [...] nombreux sont ceux et celles qui sont désormais handicapés et rejoignent les quelque 440 000 Palestiniens handicapés (soit 21% de la population) que comptait déjà Gaza, avant le 7 octobre

Tribune de KAOUTAR HARCHI « Handicaper est une politique coloniale », *l'Humanité*, 3 septembre 2024

À la Une

FACE AU DÉNI DE DÉMOCRATIE

Imposer les mesures d'urgence sociale, démocratique et écologique

Pris à son propre piège, Macron continue de mépriser les résultats des urnes... pour mieux servir les riches. Il est temps d'imposer les mesures d'urgence sociale, démocratique et écologique du NFP et d'affronter ceux qui détiennent le pouvoir.



PHOTOOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

Olympique! Voici comment on pourrait qualifier la vie politique française depuis le 9 juin. Le gouvernement Attal pulvérise des records en matière d'autoritarisme. Il détient le record de longévité des gouvernements démissionnaires depuis 1948 : près de 50 jours. Le suspense ne semble pas près d'être levé : à peine énoncés, les noms des hypothétiques Premiers ministres disparaissent. Thierry Beaudet, Bernard Cazeneuve, Xavier Bertrand? Nul ne sait qui l'emportera. Une chose est sûre, il n'aura pas la tâche facile... de ne rien changer à la politique du président.

Ne rien changer, faire du « pro-business »

Sous le bruissement médiatique, Macron répond davantage à la pression du Medef qui, fustigeant le programme NFP jusqu'à l'annonce que Lucie Castets ne serait pas nommée, exhortait les futurs dirigeants du pays à poursuivre l'action de Bruno Le Maire. Lequel a été, selon le président du Medef « un artisan déterminé et déterminant [des] politiques pro-business. » Avec le résultat qu'on connaît pour les comptes publics, les services publics et notre avenir!

Au même moment, Patrick Pouyanné, le PDG de Total, mettait en garde contre l'augmentation du Smic, avec l'objectif de défendre les petites et moyennes entreprises. La stratégie de Macron consiste à chercher sur les marges du faible bloc central un Premier ministre susceptible de continuer comme avant sa politique,

celle-là même qui vient d'être par deux fois profondément rejetée par la population.

Il s'apprête ainsi à nommer un Premier ministre qui ne reviendra pas sur la réforme des retraites, qui se refusera à augmenter immédiatement de 200 euros le SMIC et qui appliquera pieds et poings liés une politique d'austérité au profit des plus riches. Et tant pis si, pour ce faire, il lui faudra composer avec le Rassemblement national et s'assurer qu'il ne vote pas la censure contre un nouveau gouvernement Macron. Marine Le Pen et Bardella ont d'ailleurs annoncé qu'ils étaient prêts à entrer dans ce jeu, certainement en échange de nouvelles offensives racistes et sécuritaires qui ne posent aucun problème à Macron.

Le déni de démocratie doit prendre fin

Après avoir dissous l'Assemblée, il a décidé de dissoudre la volonté populaire, ce qui témoigne d'une très profonde crise de régime. Afin de dénoncer ce scandale démocratique, des manifestations se mettent en place pour le 7 septembre. Le NPA-l'Anticapitaliste participera à ces manifestations et appelle d'ores et déjà à les poursuivre dans la durée. Le déni de démocratie doit prendre fin, il faut imposer le programme du Nouveau Front populaire : l'augmentation des salaires et revenus, l'abrogation de la réforme des retraites, des moyens pour les services publics, une planification écologique, etc. Pour faire appliquer ne serait-ce que ces mesures d'urgence du

programme du NFP, il nous faudra vaincre les résistances des ultra-riches et de la bourgeoisie qui a taillé sur mesure les institutions avec lesquelles Macron continuera de jouer tant que nous le laisserons faire... et poser la question du pouvoir. La V^e République a fait son temps. Les institutions actuelles sont profondément anti-démocratiques et ne permettent pas de répondre à l'urgence sociale et écologique. Elles offrent en effet aux possédants de quoi contourner la volonté populaire de mettre en place une politique de progrès social, qui serait la seule voie à suivre pour faire vraiment reculer l'extrême droite.

Une vraie démocratie fondée sur les besoins

Pour changer cette société usée, une assemblée constituante représentative de notre camp social, issue des luttes et démocratiquement élue, doit renouveler en profondeur les institutions. Il nous faut en finir avec la concentration des pouvoirs par un président. Nous voulons une véritable démocratie, fondée sur le débat démocratique à la base, sur les besoins de la population organisée et active. Partis, syndicats, associations, électeurs du NFP, ensemble, l'heure est à l'unité des forces de gauche sociales et politiques et à la mobilisation contre Macron et sa politique, pour faire reculer l'extrême droite. Nous avons confiance en nos forces!

Acturama



UN MEETING DANS LE VENT!

De la lutte contre le colonialisme, de la Palestine à la Kanaky, contre les oppressions (le racisme, le sexisme et les préjugés LGBTIphobes et transphobes), à la question sociale et écologique, le meeting de l'université d'été a mobilisé pour les prochains mois tous les anticapitalistes, les jeunes et les moins jeunes! De nombreuses batailles sont devant nous.

PHOTOOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

Depuis son entrée en lice le 21 juillet, elle et son colistier, le gouverneur du Minnesota Tim Walz, ont levé 540 millions de dollars, organisé des appels Zoom impliquant des centaines de milliers de partisans et tenu des rassemblements de milliers de personnes. Les Noirs, les Latinos, les femmes et les jeunes électeurs sont à l'origine de sa montée en puissance. Son parti la soutenant fermement, elle s'est tournée vers la droite pour tenter de rallier les indépendants et peut-être même certains républicains.

Du centre à la droite

En tant que candidate à la présidence lors des primaires démocrates de 2020, Kamala Harris s'est d'abord présentée comme une progressiste. Mais lorsqu'elle a été critiquée, elle s'est rapprochée du centre libéral, puis a perdu des soutiens en raison de ses hésitations, et a finalement abandonné avant les élections primaires. Cette fois-ci, elle n'a pas l'intention de commettre une telle erreur. Elle est au centre et apprend à droite. Dans son discours d'acceptation à la Convention nationale du parti démocrate (DNC), elle s'est montrée ardemment patriotique. L'Amérique, a-t-elle déclaré, « est la plus grande nation du monde » et « la plus grande démocratie de l'histoire du monde ». Elle a promis qu'« en tant que commandante en chef, je veillerai à ce que l'Amérique dispose toujours de la force de frappe la plus puissante et la plus meurtrière au monde. » Et elle a ajouté : « Je veillerai à ce que ce soit l'Amérique, et non la Chine, qui remporte la compétition du 21^e siècle. Et que nous

USA Harris, en quête d'une majorité, passe à droite

La vice-présidente Kamala Harris, qui est désormais la candidate démocrate d'un parti enthousiaste, a connu un succès initial phénoménal.

renforçons – et non abdiquions – notre leadership mondial ». Les organisateurs de la Convention ont veillé à ce que la salle soit remplie de milliers de drapeaux américains et à ce que les délégués scandent « USA », deux caractéristiques généralement associées aux républicains.

Renoncements sociaux et écologiques

Kamala Harris a modéré ses positions antérieures sur plusieurs autres questions. Autrefois opposée à l'assurance maladie privée et partisane d'une assurance publique universelle, elle a abandonné cette position en 2020. Autrefois opposée à la fracturation hydraulique, elle l'accepte aujourd'hui car s'y opposer pourrait lui coûter l'État clé de Pennsylvanie, où cette activité est un élément important de l'économie et un pourvoyeur d'emplois. Elle a également soutenu la position selon laquelle toutes les voitures devraient avoir zéro émission d'ici à 2040, mais elle ne soutient plus l'idée d'une subvention pour les véhicules électriques. De même, après l'affaire Black Lives Matter, elle était favorable à la réduction des budgets de la police et à l'augmentation des fonds alloués aux services sociaux. Elle n'est plus favorable à la réduction



des budgets de la police. Elle s'est d'abord opposée au mur frontalier de l'ancien président Donald Trump, puis, lorsque le président Joe Biden a accepté l'idée, elle a fait de même. Elle déclare aujourd'hui que si le projet de loi bipartisan prévoyant un mur frontalier est adopté par le Congrès, elle le signera. En 2020, elle a soutenu un programme de rachat obligatoire des armes d'assaut de type militaire (Lillis et Schnell, « 5 issues », The Hill, 29/08/24)

La question de la Palestine

À propos du Moyen-Orient, elle adhère au soutien de Biden à Israël tout en soutenant nominalement un cessez-le-feu. Elle a déclaré dans son discours d'acceptation : « Le président Biden et moi-même nous efforçons de mettre fin à cette

guerre afin qu'Israël soit en sécurité, que les otages soient libérés, que les souffrances à Gaza cessent et que le peuple palestinien puisse exercer son droit à la dignité. À la Sécurité. À la liberté. Et à l'auto-détermination ». Des mots nobles. Mais ils ne sont accompagnés d'aucune proposition concrète susceptible d'aboutir à un tel résultat, comme la réduction de l'aide militaire à Israël.

L'approche de Harris semble fonctionner. Le dernier sondage réalisé par USA Today et Suffolk University montre qu'elle devance Trump de 48% à 43%, et qu'elle a mis en balance quatre États qui penchaient auparavant en faveur de Trump : l'Arizona, la Géorgie, le Nevada et la Caroline du Nord. Tous ces États sont déterminants pour l'élection. Harris et Trump débattront le 10 septembre. Avant l'entrée en lice de Harris, des centaines de milliers d'électeurs du Parti démocrate opposés à la politique des États-Unis à l'égard de la Palestine ont voté sans s'engager lors des élections primaires. La question de savoir comment ils voteront lors de l'élection du mardi 5 novembre reste ouverte. Malgré toutes les positions problématiques de Harris, elle reste le seul moyen de vaincre Trump.

Dan La Botz, traduit par la rédaction



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

No comment

Tout cela va finir par ressembler à un très grand mensonge d'État sur la réalité de la situation budgétaire de notre pays.

Même le sénateur ex-LR Jean-François Husson s'agace des pratiques du pouvoir. Une note alarmiste du Trésor datée du 17 juillet n'aurait été transmise que le 3 septembre...

Agenda



Samedi 7 septembre, marches pour la démocratie à l'appel de l'Union étudiante et l'Union syndicale lycéenne.

Dimanche 8 septembre, manifestation de solidarité avec la Palestine, Paris. À 14h à République.

Vendredi 13, samedi 14 et dimanche 15 septembre, Fête de l'Humanité à La Base 217 au Plessis-Pâté/Brétigny-sur-Orge (91). Le NPA y aura un stand. Programme à venir.

POLITIQUE Quel avenir pour le NFP ?

Après la victoire aux législatives, le NFP avec une majorité relative, se retrouve pris en étau : répondre aux exigences populaires de son électorat ou gouverner sans appliquer tout le programme.

D'après le Monde du 19 août, la gauche se serait déchirée après l'annonce par LFI du lancement d'une procédure de destitution d'Emmanuel Macron. Rien de moins ! Certes, les partenaires de LFI, le PS, EÉLV et le PC, n'ont guère goûté cette saillie estivale et ne s'y sont pas ralliés. Reste que, pour l'essentiel, la gauche – ou du moins le NFP (Nouveau Front populaire) car il faut exclure de l'équation la droite du PS qui ne se s'est jamais retrouvée dans le programme du NFP – reste sans perspective tant qu'elle reste dans la logique institutionnelle, aujourd'hui parfaitement bloquée par le président lui-même.

Les mises en scène de Macron

Macron n'en finit pas de trouver une solution à sa dissolution au mépris des institutions et en se déjouant lui-même. Il ne se presse pas d'offrir une porte de sortie au NFP qui a réussi la campagne des législatives... en vain, dirait-on. La droite, au cours des consultations de fin août, a diabolisé LFI pour justifier son opposition à un gouvernement NFP, obligeant

LFI à déclarer que ses élus n'en serait pas ! Depuis le 27 août, le suspens insoutenable est levé : Lucie Castets ne sera donc pas la Première ministre. Quelle surprise ! Pourtant, les éditorialistes, comme Françoise Fressoz dans le Monde, feignent d'attribuer cette non-nomination à la lenteur du processus de désignation d'un Premier ministre NFP en juillet, quand le président n'en a de toute façon jamais voulu. Après le mépris des institutions et du vote, l'insulte à notre intelligence !

Appliquer tout le programme

Le NFP, uni dans la lutte contre l'extrême droite, est partagé quant à la tactique à adopter pour faire passer son programme, en entier ou en partie... Et c'est bien là que le bât blesse ! Car, on le sait, les programmes ne sont jamais appliqués en totalité, mais y renoncer avant même la formation d'un gouvernement parce qu'il n'y a pas de majorité dans le pays, c'est ne rien changer... alors même que les électeurs ont désavoué Macron et sa politique antisociale !

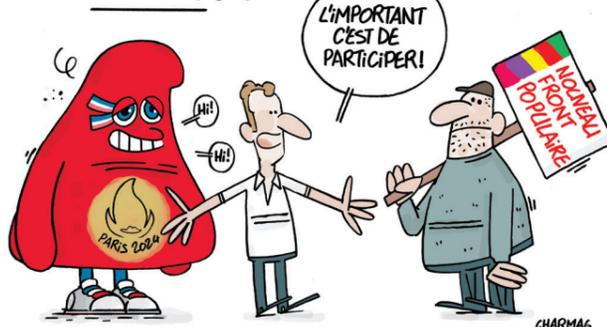
Les forces qui composent le NFP le savent : décevoir maintenant, c'est entrer dans une logique perdante dans les prochaines années. Une menace qui fait tenir l'unité malgré les divergences tactiques des unEs et des autres, malgré les calculs électoraux.

Unitaires et révolutionnaires

Cette unité est essentielle, et pour nous qui avons soutenu et soutenons le NFP, il n'est possible de sortir de l'impasse démocratique qu'en se donnant les moyens de mobiliser le monde du travail, via les syndicats qui sont partie prenante, la jeunesse et toutes celles et ceux qui ont stoppé

l'extrême droite dans les urnes. Cela passe par des réunions de quartier qui doivent continuer, se relancer ou se lancer. Les jeux institutionnels ne profiteront qu'à ceux qui en tirent les ficelles pour mieux ne rien changer ! La destitution elle-même, envisagée par LFI, apparaît comme une bataille parlementaire perdue d'avance qui ne saurait avoir d'efficacité. Les organisations syndicales étudiantes et lycéennes ont appelé à une manifestation le 7 septembre. C'est évidemment le moment de se (re)mobiliser, de discuter pour préparer encore et toujours la suite. Ne rien lâcher ! **Clémentine Berthe**

MACRON REFUSE DE RECONNAÎTRE LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PALESTINE

Invasion du nord de la Cisjordanie : soutien à la résistance !

Mardi 28 août, l'armée israélienne est entrée une nouvelle fois en Cisjordanie. « Quoi de neuf? », pourrait-on dire.

Depuis des années les incursions dans les « zones autonomes » palestiniennes sont quotidiennes. Et la guerre menée aux Palestiniens et Palestiniennes en Cisjordanie s'est nettement accélérée depuis le 7 octobre 2023. Depuis cette date plus de 650 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie par l'armée israélienne ou des colons (protégés, armés et parfois assisté par l'armée).



WIKIMEDIAS COMMONS

L'opération la plus importante depuis 2002

Cette fois-ci l'invasion est massive et a touché simultanément plusieurs villes du nord et leurs camps de réfugiés dont Tubas, Tulkarem et Jénine, bastion de la résistance à l'occupation. Son ampleur est inédite : elle mobilise des hélicoptères de combat, des milliers de soldats, des chars, des drones et des bulldozers blindés et est prévue pour durer plusieurs semaines. C'est l'opération la plus importante depuis l'opération « Rempart » pendant la Seconde Intifada en 2002, lors de laquelle Israël avait notamment envahi Ramallah et encerclé le quartier général de Yasser Arafat. L'opération militaire s'accompagne de l'encerclement des hôpitaux et de la détention de leur personnel afin d'empêcher les secours de s'organiser et les ambulances de circuler, et de la destruction des infrastructures permettant la vie quotidienne. Israël Katz, ministre des Affaires étrangères, a exhorté sur X à agir en Cisjordanie « avec la même détermination qu'à Gaza »...

Et cette invasion accompagne, dans les faits, une annexion toujours plus grande de la Cisjordanie, qui progresse également en droit : depuis le 7 octobre une grande partie de la souveraineté militaire sur la Cisjordanie a été transférée à un gouvernement civil intégré au ministère des Finances (dirigé par Bezalel Smotrich) de l'administration israélienne. Dans le même temps, Israël a opéré en 2024 le plus grand accaparement de terres jamais réalisé depuis les accords d'Oslo en 1993 en transformant près de 2500 hectares de terres palestiniennes en terres « d'État » ouvrant la possibilité de les attribuer à des colons.

Recolonisation complète de la Palestine historique

Cette extension du front du génocide par Israël avec la complicité des États-Unis et leurs alliés, dont la France, montre que, pour cet État, il n'y a pas de paix envisageable avec les Palestiniens sans leur élimination, leur déplacement et la recolonisation complète de la Palestine historique. Face à cette situation la responsabilité du mouvement de solidarité est immense. Au-delà d'affirmer notre soutien avec la résistance et de continuer à œuvrer pour que des sanctions soient imposées, nous avons besoin de penser les tâches du mouvement dans le temps long : la guerre va durer, Israël y joue sa survie en tant qu'État d'apartheid. Ce qui nous impose de réfléchir aux moyens pour enraceriner et structurer davantage la mobilisation. Les manifestations du dimanche 8 septembre sont notre prochain rendez-vous !

William Donnaura

VENEZUELA La fuite en avant du régime de Maduro

La dérive autoritaire du madurisme ne date pas des dernières élections présidentielles du 28 juillet 2024. Quand Maduro a perdu les élections législatives de 2015, il a suspendu l'Assemblée nationale et, par cette décision, il a montré qu'il refusait de perdre le pouvoir, quelle que soit la volonté populaire.

Dès cette date, tous les moyens ont été bons : de l'invalidation de candidats au remplacement par décision de « justice » de directions élues de partis d'opposition. Aucun candidat de gauche n'a été autorisé à se présenter lors des élections du 28 juillet 2024. Et quand l'opposition de droite a pu présenter in extremis un candidat, Maduro a compris qu'il risquait de perdre. D'où le refus de publier les procès-verbaux des bureaux de vote, bien que cela soit prévu par la loi. Depuis le 28 juillet au soir, des manifestations ont eu lieu, en particulier dans les quartiers populaires. La répression a été féroce avec des milliers d'arrestations, mais aussi des licenciements de travailleurs qui ont exprimé leur soutien à l'opposition, comme dans l'emblématique compagnie pétrolière, PDVSA.

La crise comme résultat de l'évolution du régime

Entre 2015 et maintenant, le gouvernement a effectué un



WIKIMEDIA COMMONS

double mouvement. D'abord en accentuant la répression avec l'adoption de deux lois : celle sur la « lutte contre la haine » de 2017 suffisamment floue pour que les accusés risquent 20 ans de prison, puis celle « contre le fascisme » votée en 2024, dont la vice-présidente a dit qu'elle visait les mobilisations des dernières années. Ensuite, sur le plan économique, la libéralisation des investissements est d'une telle ampleur qu'elle touche tous les secteurs, y compris nationalisés. Une nouveauté a été introduite

avec la loi anti-blocus de 2020 : le secret complet sur les conditions de vente du secteur public. Cette politique économique combinée au blocus impérialiste étatsunien a mené à la misère : salaires les plus bas du continent (avec Haïti), exil de plus 7 millions de personnes, missions sociales exsangues, droits sociaux violés, etc.

Ni Maduro ni l'extrême droite pro-impérialiste

Condamner Maduro, ce n'est pas absoudre l'opposition de droite

et d'extrême droite. Corrompue, celle-ci a organisé un coup d'État en 2002 pour conserver ses privilèges, dont le contrôle de la rente pétrolière. Puis ce fut la tentative pitoyable des mercenaires putschistes emmenés par Guaido, le soi-disant « président » reconnu par les USA et l'Union européenne. Cette droite réactionnaire et ultralibérale est soutenue par Washington, qui impose des sanctions criminelles au pays et a des liens avec Javier Milei, le président argentin. Mais contrairement à ce que la presse occidentale et les pro-Maduro font croire, l'opposition ne se limite pas à ces secteurs. La quasi-totalité de la gauche non chaviste est en résistance, notamment les communistes (PCV). Afin de construire un pôle de gauche indépendant, le Fredepo (Front démocratique populaire) s'est constitué comme regroupement d'organisations sociales et politiques afin de défendre des revendications démocratiques et sociales immédiates, tout en refusant les manœuvres des grandes puissances. Plus que jamais, le NPA-l'Anticapitaliste appelle à construire une solidarité internationaliste avec le peuple vénézuélien.

Patrick Guillaudat

1 – Voir notre communiqué : <https://npa-lanticapitaliste.org/communique/venezuela-contre-lautoritarisme-les-imperialismes-et-lextreme-droite-solidarite>

Quelques mois après le Kenya, c'est au tour du Nigeria d'être secoué par des mobilisations sociales qui se sont déroulées au début du mois d'août et devraient reprendre dès le 1^{er} octobre selon les organisateurs. En cause, la politique économique du président Bola Tinubu.

Une politique contre les pauvres

Tinubu, pour bénéficier de nouveaux prêts des institutions financières internationales, s'est conformé à leurs diktats. Il a suspendu les subventions de l'essence et libéralisé la monnaie nationale, le Naira, qui a perdu près de 70 % de sa valeur.

Les conséquences pour le pouvoir d'achat des populations ont été désastreuses. L'inflation est montée en flèche atteignant les 34 % et plus de 40 % sur les denrées alimentaires. La croissance du salaire minimum, concédée par le gouvernement, a été dissipée par les augmentations des prix dans un pays avec un fort taux de pauvreté notamment dans les régions du nord. Ainsi dans l'État du Sokoto, 91 % de la population est en deçà du seuil de pauvreté. Ce n'est donc pas un hasard si les mobilisations ont été les plus puissantes dans ces régions.

Une jeunesse à l'avant-garde

Dès le mois de mars, les deux principales organisations syndicales du pays avaient projeté d'organiser une grève générale, annulée au dernier moment. C'est donc la jeunesse qui a organisé la riposte sur les réseaux sociaux, cette dernière étant particulièrement touchée par la crise. Sous l'hashtag DaysOfRage (Jours de colère), puis ensuite EndBadGovernance (Stop à la mauvaise gouvernance), des manifestations se sont déroulées dans l'entièreté du pays. Le pouvoir n'a eu de cesse de tenter de torpiller cette mobilisation à l'aide des dignitaires religieux, chrétiens et musulmans, et autres élites du pays. Les autorités ont aussi tenté de jouer sur les divisions ethniques, en vain, et ont usé d'une féroce répression. La police a tiré à balles réelles contre les manifestants tuant près de 40 personnes, et des centaines d'autres ont été arrêtées.

AFRIQUE DE L'OUEST

Nigeria, résistance et auto-organisation

En décrétant dix jours de mobilisation au mois d'août, la jeunesse nigérienne a tracé la voie de la résistance contre la politique libérale de la présidence.



Rencontre entre Lula et Bola Tinubu en Éthiopie, le 18 février 2024. PHOTO : RICARDO STUCKERT

La nécessité d'un tous ensemble

Au-delà des mesures iniques prises par Tinubu, c'est tout un système qui est remis en cause, comme le souligne Damilare Adenola, dirigeant du mouvement « Take It Back » qui a joué un rôle important dans cette mobilisation : « Nous voulons un changement du système, nous voulons que les agences gouvernementales servent les intérêts de la population ». Aujourd'hui, on en est loin comme en témoigne la dépense de

100 millions de dollars pour l'achat d'un avion présidentiel.

Face à un Bola Tinubu prêt à en découdre avec le mouvement social, les organisations syndicales devraient soutenir l'appel à reprendre la mobilisation le 1^{er} octobre. D'autant qu'elles aussi sont dans le viseur. En effet, la police a convoqué Joe Ajaero, le dirigeant du Nigerian Labour Congress, pour une accusation de complot criminel et de financement du terrorisme.

Paul Martial

L'UKRAINE SOUS OCCUPATION RUSSE

Depuis la chute du président Ianoukovitch en 2014, toutes les interventions russes en Ukraine — de l'annexion de la Crimée et la guerre hybride dans le Donbass jusqu'à l'invasion de février 2022 — ont été présentées par Poutine comme réponses à un « coup d'État fasciste antirusse, soutenu par l'OTAN ». Une

partie de la gauche internationale a repris à son compte cette narration, contrairement à la petite gauche ukrainienne en construction. Celle-ci a fait le choix de s'insérer dans le « soulèvement de Maïdan » — comme, plus tard dans la résistance armée et non armée à l'agression russe — en luttant

sur plusieurs fronts¹. Son approche de Maïdan comme une « révolution de la dignité » non linéaire, sans modèle et sans issue achevée, est attentive à l'agentivité de la société ukrainienne, contre les approches « géopolitiques » qui l'ignorent. Retour sur les dix dernières années par Catherine Samary.

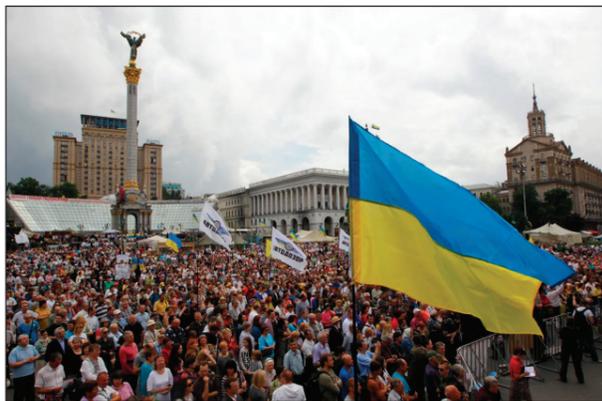
L'aspiration à la dignité s'est incarnée différemment dans plusieurs phases de la construction de l'Ukraine, dont le référendum de 1991 où la population s'est massivement exprimée en faveur de l'indépendance, y compris dans le Donbass. Après les blocages bureaucratiques des années 1990, un « dédagisme » populaire s'est dressé, notamment dans la « révolution orange » de 2004, contre les fraudes électorales, le clientélisme et la corruption.

L'Ukraine convoitée par l'UE et la Russie

Certes, avec ses quelque 40 millions d'habitants, ses ressources agricoles et minières, son corridor stratégique pour le pétrole et le gaz entre la Russie et l'Union européenne (UE), mais aussi sa dette extérieure après la crise financière de 2008-2009, l'Ukraine était soumise à de multiples convoitises internes (ses oligarques rivaux) et offres externes conflictuelles. La Russie proposait une union douanière, tout en menant ses « guerres du gaz » et en jouant sur approvisionnement et tarifs ; l'UE offrait un « partenariat » (sans adhésion) fondé sur des politiques ultralibérales relayant les préceptes du FMI (Fonds monétaire international) face à la dette.

La crise ukrainienne de 2013-2014

Une crise qui n'est ni une « révolution pro-européenne » ni un « coup d'État fasciste sous contrôle de l'OTAN ».



Dans ce contexte, le président Ianoukovitch fut élu en 2010 sur des bases reconnues internationalement comme démocratiques. Son programme initial visait un équilibre géopolitique souhaité par la majorité de la population et reflété par des échanges extérieurs se répartissant en gros en trois tiers vers les pays de la CEI, de l'UE et de la Chine. Mais les privatisations forcées prônées par le FMI/UE étaient sources de fortes tensions sociales, contrairement au généreux prêt et à la baisse du prix du gaz offerts par la Russie que Ianoukovitch choisit fin 2013. Il imposa sa rupture avec l'UE

sans soumettre ce choix à un vote démocratique. Pire, il lança ses « Berkouts » (forces du ministère de l'Intérieur) contre les quelques centaines de manifestants pro-UE. Et il fit voter par le Parlement début 2014 un paquet de lois répressives contre les mouvements contestataires, suscitant de nouvelles manifestations de masse marquées par plusieurs dizaines de morts.

Ianoukovitch discrédité, la colère de Maïdan

Ce sont les désillusions populaires envers un président aux pratiques familiales oligarchiques et aux dérives

répressives devenues violentes — bien plus que l'enjeu européen — qui catalysèrent la massivité et la colère populaire contre un président discrédité. Les occupations de bâtiments publics et de la place Maïdan, avec auto-organisation, début 2014 furent loin d'être politiquement homogènes. Toutes les institutions du régime, dont l'armée mais aussi les partis institutionnels, étaient en crise. La présence de diplomates occidentaux en faveur de « Maïdan » fut explicite, puisqu'ils s'insérèrent dans les négociations de compromis vers des élections anticipées. Le rejet de ces compromis vint des manifestations populaires qui exigeaient la démission immédiate du président. Celui-ci s'enfuit vers la Russie. Le lendemain, 22 février 2014, le Parlement vota (à 72%) sa destitution.

Le discrédit de Ianoukovitch était devenu tel qu'il ne pouvait trouver refuge auprès de ses propres forces armées et dans les régions du Sud et de l'Est de l'Ukraine où dominait son Parti des régions. Il se tourna donc vers Poutine. Celui-ci s'empara de la crise pour y faire avancer

son propre agenda évolutif. Dans l'immédiat la décomposition du régime de Ianoukovitch facilita l'intervention des « petits hommes verts » en Crimée qui fut annexée — malgré l'hostilité des Tatars — après référendum avec pour « choix » de rester dans l'Ukraine supposée « fasciste » ou de se tourner vers la Russie. Parallèlement commençait la guerre hybride du Donbass².

La réalité de l'extrême droite

Rejeter la présentation mensongère du « coup d'État fasciste » n'implique pas d'ignorer la réalité de l'extrême droite. Comme ailleurs, elle était composite et évolutive. Ses divisions portaient tant sur ses références historiques que sur la « définition » raciste et sexiste de la nation ukrainienne ou encore la conception de ses rapports à l'Occident (UE, Israël, USA) ou le rapport à la violence et aux institutions. Des groupuscules néonazis eurent une influence accrue par leur rôle dans le « service d'ordre » des manifestations face aux « Berkouts » du régime. Pourtant l'extrême droite ukrainienne était très

minoritaire sur le plan électoral (tout en franchissant en 2014 le seuil des 10%), sur-représentée dans le gouvernement intérimaire après la destitution de Ianoukovitch. Des élections anticipées eurent lieu dès mai 2014 portant au pouvoir l'oligarque du chocolat Petro Porochenko. Ses « opérations antiterroristes » dans le Donbass et son appui sur des milices d'extrême droite attisèrent des dimensions de guerre civile. Parallèlement, les mercenaires fascisants « pro-russes » étaient instrumentalisés par le Kremlin — donnant à la guerre sa dimension externe, bien que Poutine ait cherché à garder son profil de négociateur (dans les rencontres de Minsk).

Le régime corrompu ukrainien resta, en dépit de ses dérives répressives, une « démocratie oligarchique » travaillée par de puissants et récurrents mouvements sociaux et politiques. L'élection surprise de l'outsider juif et russophone Zelensky en 2019 en témoigna encore, signe de ces « révolutions de la dignité », comme Maïdan, que craignait comme la peste le système poutinien.

De la guerre hybride à la guerre tout court

En 2014, Poutine ne voulut pas annexer les « Républiques » autoproclamées de Donetsk et Lougansk.

Comme le souligne Daria Saburova : « Pour s'assurer le contrôle de son ancienne semi-colonie, la Russie avait [...] davantage intérêt à une réintégration par l'Ukraine des territoires séparatistes sous condition de la fédéralisation du pays — aucune décision stratégique ne pouvant alors être prise sans accord de tous les membres de la fédération — qu'à reconnaître leur indépendance ou les rattacher définitivement à la Russie, ce que les leaders séparatistes eux-mêmes souhaitaient pourtant ». S'inscrivant dans ce contexte, les accords de Minsk de 2015 (impliquant Merkel, Hollande, le président ukrainien Porochenko et Poutine) « comportaient plusieurs points avec un volet sécurité (cessez-le-feu, retrait des armes lourdes, échange des prisonniers, restauration de

la frontière ukrainienne) et un volet politique (amnistie des personnes impliquées dans le mouvement séparatiste, réforme constitutionnelle de l'Ukraine fixant un principe de décentralisation du pouvoir, reconnaissance d'un statut spécial aux régions de Lougansk et de Donetsk, organisation des élections locales) ».

De l'impasse des accords de Minsk à l'invasion russe

Ils ont échoué, parce que le pouvoir russe voulait imposer une fédéralisation constitutionnelle à sa botte, sans retrait préalable des troupes russes. Demander un « retour » à ces Accords c'est ignorer non seulement les causes de leur impasse, mais les changements de contexte et les effets produits par la guerre. À la veille de l'invasion de 2022, Poutine savait que l'OTAN est « en mort



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

cérébrale » après le retrait pitoyable d'Afghanistan et au vu des dissensions internes notamment entre les États-Unis et plusieurs États membres de l'UE, dont l'Allemagne, intéressés à l'importation de gaz russe. De surcroît, le gouvernement Zelensky a perdu de sa popularité massive, incapable d'appliquer

ses promesses électorales (contre la corruption et pour la paix dans le Donbass), et Biden lui a clairement dit qu'il ne veut pas d'une guerre avec la Russie.

Annexions stratégiques

Poutine lance l'Opération militaire spéciale avec l'espoir de la chute rapide du pouvoir de

Kyiv et un « effet Crimée » : un gain de popularité en Russie et vers les populations russo-phones d'Ukraine par de nouvelles annexions qu'il suppose aussi faciles qu'en Crimée. Il se trompe. Le « repli » territorial conserve aussi une visée stratégique : dès 2014, nous dit Daria Saburova « les conquêtes territoriales dans l'Est et le Sud de l'Ukraine » ont « pour enjeu la création d'un couloir terrestre de la Crimée vers la Transnistrie ». Désormais, l'expérience de la « russification forcée » des zones occupées est faite³. Enfin, comme le dit Ilya Budraitskis, la guerre est aussi « une guerre culturelle contre la population » (en Russie) elle-même⁴.

Le soutien de la gauche ukrainienne à l'invention populaire de « communs » solidaires face aux attaques sociales pour mieux tenir aussi contre la guerre est notre fil conducteur et source de « dignité » et d'espoir⁵.

Notes

- 1 – Lire <https://www.contretemps.eu/une-gauche-ukrainienne-en-construction-sur-plusieurs-fronts>, et « Quel internationalisme dans le contexte de la crise ukrainienne ? Les yeux ouverts contre les "campismes borgnes" », <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37993#nh3>
- 2 – Voir l'analyse de Daria Saburova « Question sur l'Ukraine » <https://www.contretemps.eu/questions-sur-ukraine/>
- 3 – Lire *Mediapart*, https://abos.mediapart.fr/optiext/optiextension.dill?ID=bj_%2BRen4V05ISk_RWGdKldBbBoKWj2yvh%2B55F7h1yoYdcjn%2B3KRjuCXMfua_huvbFWzllcAb_MPeD%2BN4_o7Hbzz4y85Mkju
- 4 – <https://entreeslignesentrelesmots.wordpress.com/2024/08/29/la-russie-sous-poutine-il-y-a-une-guerre-culturelle-contre-le-peuple-lui-meme/> et <https://ukraine-solidarity.eu/>
- 5 – Voir les publications et liens par en bas du réseau européen solidaire de l'Ukraine (RESU / ENSU), et les déclarations de « Mouvement social » (SR) et analyses d'Oleksandr Kitral dans la revue ukrainienne *Commons*, <https://inprecor.fr/node/4243>

SOCIAL Plus de repos hebdomadaire pour les saisonniers des vendanges

Alors que Macron et son gouvernement démissionnaire ont décrété une «trêve politique» estivale pour s'attribuer des réussites sportives d'athlètes ayant dû pour la plupart se préparer aux Jeux olympiques par l'endettement, la casse de nos acquis n'a pas pris congé.

Dans un contexte national toujours tendu et au lendemain d'élections législatives dont le résultat n'émeut pas la présidence, les badineries olympiques ne cachent pas son besoin irrépressible de violences sociales. Dans un décret du 10 juillet dernier, les macronistes ont légalisé la possibilité pour les vigneron·nes d'annuler le seul jour de repos hebdomadaire de leurs employé·es une fois sur une période de 30 jours.

Objectif: faire baisser le coût du travail

Dans la suite logique d'une succession de réformes dégradant nos conditions de vie et de travail, de nouvelles dérogations semblaient s'imposer pour un secteur agricole qui s'affranchit déjà largement du code du travail (où certaines semaines de travail peuvent aller jusqu'à 72 heures). Cette réalité a déjà causé au minimum six morts en 2023. De plus, le cynisme d'un tel décret fait froid dans le dos car de nombreuses personnes doivent chaque année courber l'échine sous une chaleur de plus en plus insoutenable, du fait du réchauffement climatique, pour pouvoir payer leur droit à vivre dans ce pays.

Cette attaque s'étendra-t-elle à d'autres secteurs professionnels? Si le «motif exceptionnel» est invoqué pour priver de repos les travailleurs et travailleuses précaires, étranger·es souvent sans papiers, ou encore étudiant·es, travaillant dans des vignes caniculaires sous prétexte de l'urgence de la récolte, il s'imposera certainement dès demain dans tous les autres corps professionnels, en tension ou non, pour continuer de poursuivre la mission macroniste de faire baisser le «coût du travail» et permettre au patronat de capitaliser toujours davantage sur la santé des salarié·es.

La droite et l'extrême droite ravies

Nous sortons à peine de la loi Travail de 2017, des réformes de l'assurance chômage et des retraites pour lesquelles les mobilisations ont été massives. Nous ne voulons plus de la casse sociale imposée par les gouvernements au service du capitalisme. Car il va sans dire que ce décret morbide ravit le FN/RN et les Républicains, premiers instigateurs de cette proposition de décret, qui n'auront donc encore une fois eu qu'à souffler l'idée au camp présidentiel pour la voir réalisée.

Le barrage est poreux, l'extrême centre se vautre dans la mise en place de mesures portées par l'extrême droite, car cette cohabitation leur paraît beaucoup plus douce et confortable que celle de gauche supposée découler des précédentes élections législatives.

Il est insoutenable d'être gouverné·es encore et toujours par une même caste bourgeoise qui n'a que son profit pour boussole et qui est prête à envoyer nos camarades à la mort pour ses propres intérêts. En tant que section du NPA 37 qui est un département viticole, nous déplorons et condamnons la continue destruction de nos acquis sociaux, en même temps que celle de nos vies directement menacées par la politique d'un gouvernement pourtant démissionnaire car battu. Mobilisation pour nos camarades et pour une justice sociale digne de ce nom!

Comité NPA de Tours



ÉCOLOGIE Attaque violente en cours contre les opposant·es à l'A69

À partir du 1^{er} septembre certaines coupes d'arbres sont autorisées jusqu'à la mi-novembre. Période cruciale pour défendre les arbres qui empêchent le passage du chantier de l'A69 entre Castres et Toulouse. Le 30 août, l'État a frappé très fort, mobilisant 300 gendarmes au service du bétonneur Atosca, pour déloger les opposant·es qui occupent la ZAD de la Cal'Arbre.

Tentes lacérées, constructions abattues, objets personnels détruits... Ce lieu occupé depuis février 2024 a été entièrement saccagé. Ce déchainement de violence met en danger la vie des grimpeur·es qui résistent au sol et dans les chênes centenaires, derniers obstacles physiques à ce projet mortifère. Un·e des camarades — sous pression policière — a fait une chute de 8 mètres: iel souffre de plusieurs fractures de la colonne vertébrale.

La préfecture du Tarn a mis tous les moyens pour faire avancer le chantier, malgré l'illégalité des interventions sur la zone où se trouvent des espèces protégées (grand capricorne, dont les larves vivent dans les troncs des vieux chênes; trèfle écaillé, qui prospère dans la prairie alentour). Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées ont demandé «au procureur et à l'Office français de la biodiversité une intervention en urgence absolue» car le concessionnaire n'a réalisé aucune des mesures limitant les conséquences des travaux, demandées par un arrêté préfectoral.



Passage en force et irrégularités

Au fil des mois, le climat local s'est durci, comme à Sivens précèdent plusieurs opposant·es. Insultes, menaces par les vigiles d'Atosca, intimidations par des groupes pro-autoroute. Si les médias locaux — notamment *la Dépêche du Midi*, soutien inconditionnel de l'A69 — relaient avec complaisance l'incendie du coffrage d'un pont ou celui d'une voiture de police, ils restent muets sur les agressions dont sont victimes les opposant·es. Le 13 août, à Bacamp (camp de

base), un commando a incendié la voiture et la tente d'opposant·es. Dans la nuit du 25 août et celle du samedi 31, plusieurs départs de feu ont eu lieu au Verger de Verfeil, mettant en danger la famille qui résiste aux pressions d'Atosca. Le moratoire réclamé par les associations, inscrit dans le programme du NFP, doit permettre à la justice de se prononcer sur les irrégularités commises par le concessionnaire à toutes les étapes du projet. Les courriers échangés entre l'administration et Atosca, révélés par *Mediapart*,

documentent le passage en force pour déboiser des zones protégées. Trois nouvelles plaintes ont été déposées cet été: destruction et atteinte à la conservation d'espèces en dehors du cadre autorisé avec la circonstance aggravante de la bande organisée; trafic d'influence et prise illégale d'intérêt visant le député Terlier, président de la commission d'enquête parlementaire; entrave au libre écoulement d'un cours d'eau — concernant un risque d'inondation dans la vallée du Girou déjà en tension à cause de la sécheresse.

Abandonner le projet et soutenir les opposant·es

Ce modelage du territoire et de nos vies par le tout-camion et le tout-voiture artificialise les sols, accélère l'urbanisation et le développement des métropoles, menace les ressources en eau et la biodiversité, contribue massivement aux émissions de gaz à effet de serre responsables du chaos climatique.

Sur les chantiers, tout change très vite, d'heure en heure: l'action policière est brutale, la résistance est déterminée. Il est urgent de rester informé et de renforcer (y compris financièrement) les opposant·es de la Cal'Arbre, de la Crem'Arbre, du Verger pour bloquer ce projet qui doit être abandonné.

Commission nationale écologie

ÉDUCATION NATIONALE Une rentrée pas tout à fait comme les autres

La rentrée se tient dans un contexte inédit. Alors que seules les affaires courantes devraient être traitées, des consignes budgétaires sont données aux ministères dont celui de l'Éducation nationale.

La ministre prétendue «démissionnaire» Nicole Belloubet a demandé la sanction du budget du ministère de l'Éducation nationale. Une déclaration de pure forme: les budgets antérieurs, et celui qui se profile, n'ont jamais répondu aux réels besoins de l'école. Et en cette rentrée 2024, ce sont plus de 3000 profs qui manquent.

La continuité d'un projet de classe pour l'école

Surtout, elle a, lors de sa conférence de presse, déroulé la continuité d'une politique contestée depuis plusieurs années. Alors qu'aucune mesure concrète d'amélioration des conditions de travail n'a été annoncée, les groupes de niveaux eux se mettent en place. Dans le premier degré, l'élargissement à tous les niveaux des évaluations nationales standardisées généralise la mise au pas de la profession en imposant des pratiques pour mieux les contrôler. C'est aussi un outil de management qui permet de «gérer» l'institution en fonction des résultats. L'exécutif poursuit son entreprise idéologique de destruction de l'école en s'attaquant profondément à ses fondements émancipateurs d'égalité et de construction d'esprits critiques. Il a un projet de classe de la maternelle au lycée dans une continuité totale du quinquennat Blanquer.

La ministre démissionnaire n'hésite pas à décider des économies aux dépens des élèves

de lycée professionnel: elle abandonne la promesse de donner 500 euros aux élèves pour leur permis de conduire, alors que les apprentis·es en bénéficient déjà!

En parallèle, la dégradation des conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves passe encore un cap: inclusion réalisée avec trop peu de moyens — et des AESH toujours aussi maltraités —, effectifs trop chargés dans les classes, manque de remplaçant·es empêchant l'exercice des droits à la formation comme aux temps partiels... Tout cela sur fond de crise d'attractivité du métier d'enseignant toujours aussi prégnante, notamment à cause de salaires trop bas.

Reprendre l'initiative et être en grève le 10 septembre

C'est dans ce cadre que la FSU-SNUipp mais aussi la CGT et Sud-Éducation ont décidé d'appeler à la grève le 10 septembre prochain. Considérant que les conditions de cette rentrée ne sont pas acceptables, ces organisations souhaitent montrer qu'elles ne seront pas passives. Avec le vote du budget en ligne de mire, il y a effectivement urgence à tout faire pour arracher ce qui serait nécessaire pour le service public d'éducation.

Par ailleurs, cette journée marque aussi la reprise du mouvement en Seine-Saint-Denis où les personnels exigent toujours un plan d'urgence. L'heure est à chiffrer établissement par établissement, école par

école, les postes non pourvus, les élèves sans affectation et les classes surchargées, pour, en lien avec les parents, préparer une mobilisation seule capable de débloquent les moyens pouvant répondre aux besoins. Enfin, un large front syndical appelle, sous des modalités diverses, à un blocage autour des évaluations du premier degré.

Les raisons de la colère sont multiples et légitimes. Au vu de l'échéance budgétaire qui arrive, les organisations syndicales doivent prendre l'initiative et proposer un plan d'action qui permette de créer le rapport de force nécessaire à l'obtention de moyens. Le 10 est un premier pas qu'il faut poursuivre et amplifier.

Commission éducation nationale

GÉNÉRALISATION DES ÉVALUATIONS NATIONALES



Vie du NPA l'Anticapitaliste

16^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Un succès et de quoi renforcer l'autodéfense anticapitaliste

Avec plus de 750 personnes présentes, cette 16^e université d'été du NPA-l'Anticapitaliste s'annonçait comme un grand cru. L'actualité politique, ses incertitudes autant que la crise multiforme du capitalisme ont été discutées dans de nombreux ateliers. Remercions toutes et tous, notamment nos invitées et invités qui ont contribué à la richesse des débats de cette université d'été.

Brève Le NPA aux Amfis de LFI

Samedi 24 août, aux Amfis de Valence, Olivier Besancenot a fait chapiteau plein pour un grand entretien avec Manuel Bompard. À partir de l'actualité et des enjeux de la rentrée dominée par le blocage politique, la discussion s'est élargie à l'appréciation de l'état du facteur subjectif dans le rapport de forces. Quel est le moral des au moins 85% de la population qui forment aujourd'hui la classe ouvrière? Quelle place et ressorts du vote RN? Quels rapports à la gauche après les expériences de trahison des gouvernements de gauche qui ont fait une politique de droite? Quels bilans de la dernière lutte d'ampleur pour bloquer la contre-réforme sur le droit à la retraite? Autant de questions indispensables pour envisager les différents terrains sur lesquels mener la lutte contre l'extrême droite. Lutte qui pose centralement et sans contournement possible l'enjeu de l'unité. Quels cadres pour cette unité, comment tenir l'unité dans le respect de l'autonomie des agendas et des terrains d'interventions entre les composantes qui ont arraché la victoire du NFP: partis, syndicats, associations très diverses?

Enfin la discussion a aussi pointé des éléments de débats de fond: quel contenu et enjeux autour des concepts de classe et de peuple? Quelles articulations entre le besoin de reconstruction d'une conscience de classe qui s'inscrit dans la continuité d'une histoire du mouvement ouvrier marxiste et révolutionnaire et intègre à la fois les transformations de ces dernières décennies? Comment penser un horizon politique émancipateur appuyé sur une stratégie de luttes mettant au centre les exploités et opprimés et qui en finisse avec la hiérarchie / oppositions entre luttes sociales contre l'exploitation capitaliste et luttes sociétales contre les différentes oppressions?

Pour les débatteurs comme le public, cette discussion ouverte et précise est précieuse et invite à la poursuivre pour approfondir ce qui nous rassemble, ce qui est en débat et ce qui fait désaccord.

Cathy Billard



À Voir sur YouTube



Grand entretien: Olivier Besancenot, #Amfis2024,

Il y en avait pour tous les goûts! Entre le cycle portant sur l'international, celui sur l'extrême droite, celui sur Lénine à l'occasion des 100 ans de sa mort, et les débats autour de notre 6^e congrès prévu au printemps, le choix était difficile... comme chaque année! Difficile de rendre compte de ces quatre — intenses — journées.

International

Les ateliers internationaux occupaient une bonne partie du programme: de l'Ukraine à la Palestine, de l'Afrique au Venezuela, l'Argentine ou l'Équateur, en passant par les débats globaux sur la militarisation. Parmi eux, l'atelier portant sur les racines de la guerre d'indépendance algérienne a fait écho à la situation kanak et aux réactions face aux attaques racistes de plus en plus importantes, mettant ainsi en évidence la continuité des dynamiques coloniales et racistes.

Les militantEs du Mouvement Kanak en France (MKF) sont venus inaugurer les ateliers de l'UDT en témoignant de la violente répression en Kanaky. Le soutien se construit en France, notamment à Lyon, et dans toutes les villes proches des lieux de déportation des militantEs de la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), organisation indépendantiste kanak.

Alors que l'horreur à Gaza ne cesse, et tandis que les offensives israéliennes se multiplient en Cisjordanie, de nombreux ateliers ont souligné l'importance cruciale du mouvement mondial de solidarité avec la Palestine, en accordant une attention particulière au rôle central de la jeunesse dans cette lutte.

Extrême droite

L'extrême droite a été examinée sous l'angle historique, culturel, féministe avec Stéphanie Lamy venue parler de son livre *la Terreur masculiniste*, mais aussi



PHOTO THÈQUE ROUGE

électoral avec notamment la présentation du livre *Des électeurs ordinaires, enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, par Félicien Faury. Raphaël Arnault, député en Avignon, a pu participer à un débat sur le combat contre l'extrême droite.

Situation sociale et politique

Les différents échanges qui ont émané des ateliers NFP ont souligné les perspectives incertaines de cette rentrée. Les perspectives proposées par LFI restent institutionnelles. Ce front politique et syndical doit rester uni face à un président fermement décidé à ne laisser aucune place à la justice sociale. Un de ses points d'appui est le programme du NFP, comme l'a souligné un atelier. Lors de deux débats, l'un avec Aurélie Trouvé, l'autre avec les représentants syndicaux de la CGT, Solidaires et de la FSU, les perspectives pour faire face à la régression sociale ont pu être abordées.

L'atelier sur les maladies professionnelles a donné à voir des récits de mobilisations contre les désastres provoqués par

l'amiante. Entre réduction des moyens syndicaux (suppression des CHSCT) et nécessité d'élargissement des capacités de mobilisation à l'environnement, aux usagerEs, les chantiers sont vastes et urgents.

Oppressions spécifiques

Olivier Le Cour Grandmaison a tenté une clarification lexicale du racisme d'État. « *Y a-t-il une crise de la reproduction sociale?* » portait sur les mobilisations féministes, notamment sur la place de la reproduction sociale par les professions déqualifiées ou invisibles, où malgré les obstacles, les travailleuses réussissent à construire des luttes. Il y eut aussi un échange riche avec Fanny Gallot pour sa dernière publication, *Mobilisées! Une histoire féministe des contestations populaires*. De nombreuses luttes des femmes de 1945 à 2010 ont mis en lumière les mobilisations autour du travail reproductif.

Et tant d'autres...

On en oublie évidemment! Des ateliers pratiques aux rencontres de La Brèche autour

de Charles Piaget avec Théo Roumier ou de Le Pen et la torture avec Fabrice Riceputi. De l'écologie décoloniale avec Fatima Ouassak en passant par les débats sur la presse à propos de la Palestine (Acrimed, Agence Media Palestine) ou de la gauche (Edwy Plenel) aux youtubeurs de gauche, le menu était copieux. Sans parler de tous les films, comme celui sur le génocide des Tutsis au Rwanda réalisé par Survie, ou le récit du quotidien de la LCR, *Rouge, la couleur qui annonce le journal*, qui tombe à pic au moment de la quête des moyens pour l'acquisition du local utilisé justement pour imprimer le quotidien. Ou encore *Un Paese di resistenza*, réalisé par Shu Aiello et Catherine Catella, qui retrace le combat de Mimo Lucano et de tout le village de Riace en Calabre (Italie) pour l'accueil des migrantEs. Les échanges ont été nombreux, riches et encourageants, révélant une diversité de perspectives qui, bien que difficiles à faire émerger, sont plus que jamais indispensables pour construire la riposte!

Brève Le NPA à l'université d'été de Révolution écologique pour le vivant

Le NPA était invité pour la première fois à l'université d'été de la REV (Révolution écologique pour le vivant), un parti fondé en 2018. Nous avons ainsi participé à deux débats: sur la lutte contre l'extrême droite où Philippe Poutou est intervenu et sur l'écologie avec Christine Poupin. L'accueil des militantEs et participantEs fut très chaleureux et la rencontre fut très enrichissante. C'est assez logique étant donné la proximité politique sur les questions environnementales (antiproductivisme, antinucléaire, défense

du vivant...) qui relèvent d'une écologie radicale et aussi par exemple sur le soutien total à la résistance du peuple palestinien, entre autres. Logique aussi car nous sommes dans une dynamique unitaire, avec une réflexion plus importante sur la perspective d'une gauche militante de combat qui réapprend à travailler ensemble, à se coordonner, à s'entraider pour reconstruire une force politique qui réussit à changer la donne. Nous avons pu discuter notamment avec le député Aymeric Caron (co-fondateur de la REV) du besoin de renforcer les liens entre nos deux partis dans la période qui vient. À suivre donc...

Le débat du samedi s'intitulait « *Pourquoi l'écologie n'attire plus les électeurs et électrices?* ». Fatima Ouassak et Mornia Labssi ayant été contraintes d'annuler leur participation, il a eu lieu avec l'autrice et comédienne Audrey Vernon et avec Aymeric Caron. C'est incontestable: aux élections européennes, le groupe des Verts a chuté de 71 à 54 sièges. Le constat est cependant différencié, ces partis reculent là où ils participent à des coalitions néolibérales comme en Allemagne, mais progressent quand ils s'y opposent. Ce qui est rejeté, c'est l'écologie qui a partie liée avec les

politiques néolibérales, l'écologie injuste, celle qui refuse de désarmer les criminels climatiques de l'agro-industrie, du BTP ou des énergies fossiles... Il n'y a pas d'issue sans une réduction drastique de la consommation globale d'énergie, donc de la production matérielle et des transports. Les productions inutiles, les infrastructures écocides doivent être stoppées. Les besoins essentiels doivent être mis au centre et satisfaits pour toutes par des services publics et la gratuité. Nous défendons une décroissance juste, écosocialiste, féministe, antiraciste et anti-impérialiste.

Christine Poupin et Philippe Poutou

KANAKY « C'est un sabotage du processus de décolonisation dont l'État est complètement responsable »

Pouvez-vous nous dire comment la CCAT est née, s'est développée ?

La CCAT (cellule de coordination des actions de terrain) a été créée en novembre 2023 à l'initiative de l'Union calédonienne, qui est le grand parti indépendantiste. C'est un collectif regroupant des organisations politiques, dont l'Union calédonienne, le MOI (Mouvement des Océaniens indépendantistes), le Parti travailliste, des syndicats aussi, tels que l'USTKE, la CNTP (Confédération nationale des travailleurs du Pacifique), des associations citoyennes, etc.

Elle a été créée pour alerter sur les risques liés au dégel du corps électoral. Les militantEs ont alors fait le tour des quartiers, des tribus de toute la Nouvelle-Calédonie pendant des mois. Puis, ils ont multiplié les réunions, de plus en plus importantes, parce que les échéances portant sur le vote de la loi approchaient. Ils ont, à partir du mois d'avril, organisé des manifestations, de plus en plus massives, de 15 000, puis 30 000, jusqu'à 50 000 personnes le 13 avril 2024, avec beaucoup de jeunes. Ils ont soulevé le peuple kanak mais toujours pacifiquement, notamment la jeunesse, dans les rues de Nouméa, et fait très peur à la droite locale et au gouvernement.

Les médias n'en parlaient pratiquement pas, et l'État français restait complètement sourd à ces alertes. Alors que pour les indépendantistes, toucher au corps électoral était la ligne rouge à ne pas dépasser, un enjeu très important qui a toujours été au cœur des négociations parce que le peuple kanak est en minorité, avec des conséquences pour l'équilibre des institutions.

Toucher au corps électoral était la ligne rouge à ne pas dépasser

Ça a explosé le jour du vote, mais cette explosion n'a pas été provoquée par la CCAT. C'est parti des tirs de flashball à Montravail sur un jeune. La tension montait. Après les manifestations, il y avait des milliers de drapeaux dans les rues de Nouméa, même sur les marchés, dans les quartiers sud de Nouméa, les plages du sud : là où les Kanak ne vont pratiquement jamais. Et ces drapeaux sont restés accrochés longtemps notamment sur les voitures qui circulaient dans les quartiers... C'était un peu la route vers l'indépendance dont ils rêvaient. Cela a commencé à énerver un peu la droite, la police. Ils ont commencé à réprimer, déclenchant des échauffourées. Et cette

Entretien. Lors de l'université d'été du NPA, nous avons rencontré et interrogé Mina Kherfi, représentante de l'USTKE (Union syndicale des travailleurEs kanak et des exploités) en France et Daniel Wea, président du MKF (Mouvement Kanak en France).



PHOTO THÈQUE ROUGE

colère a explosé et s'est propagée à tous les quartiers, le jour du vote à l'Assemblée nationale.

Où en est la CCAT, aujourd'hui ?

Il y a eu les premières assignations à résidence, les arrestations de dirigeantEs, de militantEs de l'USTKE, du parti travailliste. Ils ont été jugés responsables de ces « exactions ». Ils cherchaient des prétendus « commanditaires », persuadés que les jeunes ne peuvent pas s'organiser seuls ! Macron a annoncé dans une lettre qu'il fallait que les commanditaires de ces dégâts soient puniEs, et dès le lendemain les représentantEs de la CCAT se sont fait arrêter en allant à une conférence de presse. Les 11 premières condamnations sont tombées, des jugements en comparution immédiate expéditifs et très sévères.

Il fallait un bouc émissaire, un responsable de tout ce qui s'est passé. Le Haussaire* traitait la CCAT d'organisation de mal-faiteurs, de voyous. Tout était préparé pour leur déportation en France. Ils ont été arrêtés, ont fait 96 heures de garde à vue, ont été traités comme des terroristes dans des conditions de détention inacceptables et de transport inhumaines ; ils ont été menottés pendant 48 heures. La volonté de l'État est claire : détruire toute perspective d'indépendance kanak.

Les sentences sont tombées à partir de 20 heures, mais dès 18 heures dans les réseaux sociaux la droite locale annonçait que les responsables seraient emprisonnés en France, montrant la complicité de l'État avec les loyalistes, la droite locale. Pourtant toutes les manifestations qui ont été organisées pendant des mois et des mois étaient complètement pacifiques, sans même un tag sur les murs. Les

consignes de la CCAT ont toujours été très claires : pas de violence, ne répondez pas aux provocations quand on traversait des quartiers blancs où la droite est forte.

Les consignes de la CCAT ont toujours été très claires : pas de violence, ne répondez pas aux provocations

Aujourd'hui, malgré la répression, la CCAT existe toujours et il y a encore de la tension. Les responsables sont emprisonnés en France, mais la mobilisation va continuer. Comme ils n'avaient pas été entendus, avec des milliers de manifestantEs dans les rues, les militantEs ont organisé des barrages, des barrages filtrants, pour commencer à alerter : attention, on va toucher aussi à l'économie du pays avec des barrages sur les axes principaux... Ils ont décidé que chaque 13 du mois, ils feraient une journée de mobilisation avec des barrages, mais en laissant passer les ambulances, urgences... des barrages filtrants. La CCAT, c'est le soulèvement du peuple.

Quel est l'impact aujourd'hui de ce qui se passe là-bas sur l'économie en général, mais surtout sur la vie quotidienne ?

C'est très difficile. Les répercussions sont considérables parce qu'il y a eu beaucoup d'incendies. 700 entreprises ont été brûlées avec comme conséquences les pertes d'emploi. Au niveau du privé, ce sont 20 000 pertes d'emploi, sur les 68 000 personnes actives, beaucoup de commerces. Au début, les concessions de grosses voitures Audi, Mercedes ont commencé à brûler, tout ce qui symbolise un peu le luxe. Comme les forces de l'ordre ont été dépêchées très rapidement, les « jeunes » ont brûlé ce qu'il y avait autour d'eux, des écoles, des centres médicaux, même

aujourd'hui des églises. La CCAT a condamné ces actions, terribles pour les populations qui vivent dans ces quartiers-là, qui ont tout perdu. Aujourd'hui, c'est beaucoup de chômage, les prix ont flambé, presque 5 % d'augmentation, les marchandises ne circulent plus, des médecins, des enseignantEs quittent le territoire. Ce sont 78 médecins sur 800 qui vont quitter le territoire en quelques mois. Il n'y a plus de transports en commun, cela crée une déscolarisation avec beaucoup de jeunes qui ne peuvent plus aller à l'école, au collège, au lycée. Difficulté d'accès aux soins, pour aller à l'hôpital, pour se soigner, avec des conséquences dramatiques dans les mois à venir. Le pays est complètement à genoux. La solidarité s'exerce entre les personnes, des paniers solidaires, des associations caritatives d'aide à la personne.

Quelles sont les revendications vis-à-vis de l'État pour résoudre cette situation ?

Pour nous, ici, on rappelle la responsabilité de l'État. Parce que ce qui arrive en Kanaky, c'est une volonté de l'État colonial de mener le pays à la ruine. L'État français a failli à sa responsabilité, a rompu sa neutralité sur l'accompagnement de la décolonisation de la Kanaky. Le gouvernement du pays a demandé une aide à l'État pour pouvoir redresser le pays, pour relancer l'économie. Mais l'État donne une aide en imposant des conditions, et ce sont des prêts sur 30 années. Il faut que l'État prenne ses responsabilités et il doit payer la reconstruction de la Kanaky.

Le gouvernement (français) est responsable de la crise et a profité des Jeux olympiques pour laisser pourrir la situation, alors qu'il y a des gens qui se voient crever, les morts qui s'accumulent et la situation économique et sociale continue de se dégrader. Il faut rappeler l'État à sa responsabilité. L'État a vraiment saboté le processus de décolonisation, par le passage en force du 3^e référendum sans consensus, en mettant une date de référendum en plein covid, avec la non-participation de la population kanak. Et puis, par le passage en force du projet de loi du corps électoral. C'est un sabotage du processus de décolonisation dont l'État est complètement responsable. Et tous les signaux étaient au rouge, la crise du nickel, la crise sociale indiquaient qu'on allait vers une explosion. La crise sociale conjuguée à une crise politique, voilà ce que ça donne.

Propos recueillis par Robert Pelletier et Vincent Gibelin

* Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitaliste1](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°158 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



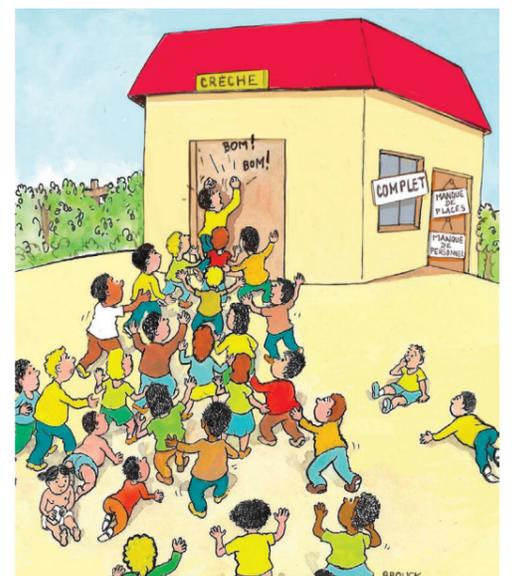
Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org